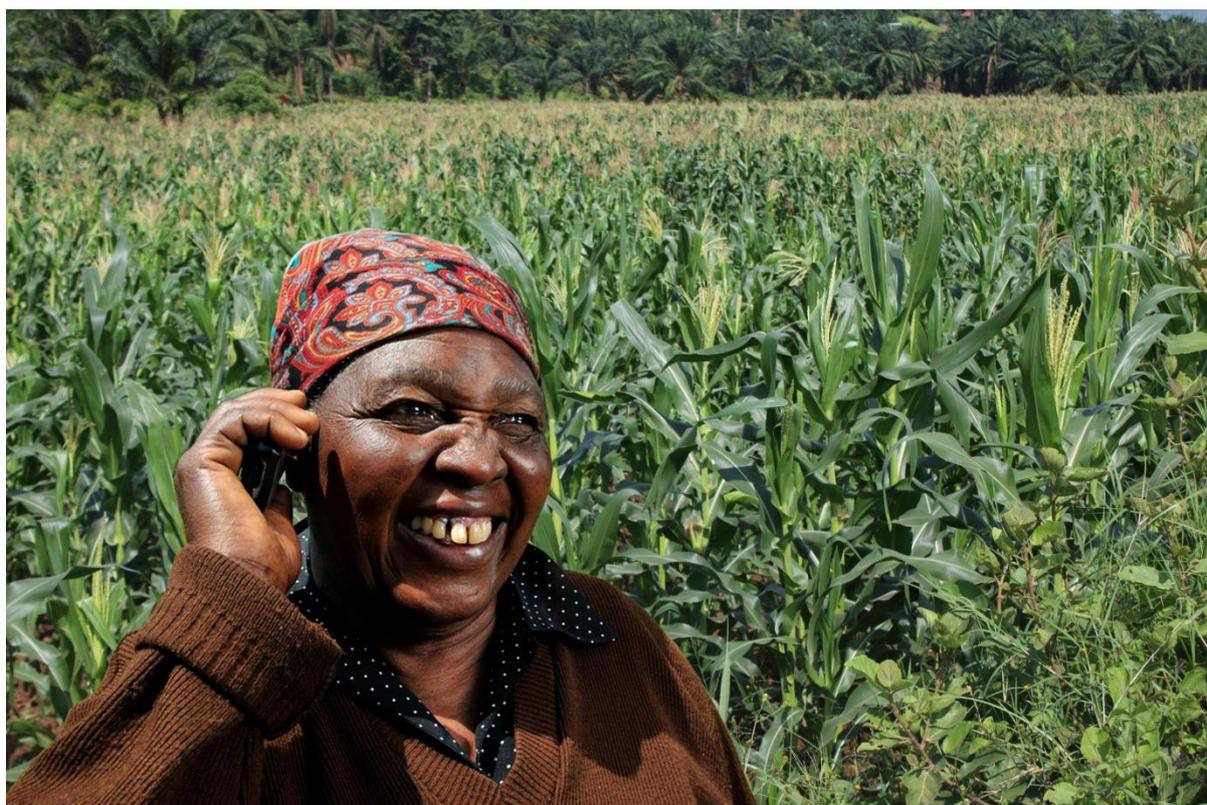


## Marier l'Agri-élevage et les TIC : un levier pour améliorer les rendements du secteur.



Le secteur agricole constitue la principale source de revenu pour plusieurs pays, surtout en Afrique Sub-Saharienne, et est le principal pourvoyeur d'emplois. Ainsi, ce secteur se retrouve à l'agenda, et en tête de liste, de tous les programmes de développement. Le Burundi n'échappe pas à cette règle.

[Selon le Plan National de Développement Burundi 2018-2027](#), au Burundi, l'agriculture contribue à elle seule à hauteur de 39,6 % au PIB. Elle offre 84% d'emplois, fournit 95% de l'offre alimentaire et constitue le principal pourvoyeur de matières premières à l'agro-industrie.

Vu l'importance que revêt ce secteur, pas mal d'initiatives ont été menées pour améliorer le secteur de l'agriculture et de l'élevage. [Dans le cadre du Plan National d'Investissement Agricole \(PNIA\) sur la période 2012-2017](#), différents programmes de subvention ont été mis en oeuvre (Engrais et Semences sélectionnées par exemple), une réorganisation de certaines cultures en filières (le riz par exemple), ou alors la mise en oeuvre des programmes de repeuplement du cheptel bovin en faveur des populations rurales.

Mais, force est de constater que les rendements agricoles et d'élevage actuels restent inférieurs aux rendements potentiels.

En dépit des progrès déjà réalisés, le secteur de l'Agri-élevage se heurte encore à pas mal de défis qui l'empêche, du moins pour le moment, à couvrir le déficit

alimentaire actuel ([Selon la FAO](#), le Burundi comptait 2,3 millions de personnes en insécurité alimentaire en 2017). Entre autres ces défis, on pourrait citer : l'ouverture aux marchés national, sous-régional et international, la mécanisation agricole, l'encadrement des agriculteurs ou alors la maîtrise des maladies et ravageurs des plantes et animaux.

Pourtant, les nouvelles technologies sont bien positionnées pour proposer des solutions aux défis rencontrés dans ce secteur de l'agriculture et de l'élevage.

Le taux de pénétration rapide des téléphones portables en Afrique a déjà mis en évidence son potentiel à offrir des opportunités de croissance pour l'agriculture et l'élevage (au Burundi, le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile était de 5 920 612 au 31 décembre 2017, [selon l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications \(ARCT en sigle\)](#)).

Au Kenya, [M-Farm](#) permet aux agriculteurs utilisant l'application (plus de 14000 en 2015) de recevoir et de s'échanger des informations par téléphone mobile concernant les fluctuations quotidiennes du prix des céréales sur les principaux marchés kenyans et de trouver des acheteurs pour leur récolte via l'application. Cette plateforme propose des outils s'adaptant au contexte kenyan pour optimiser le marché agricole. La plateforme qui se dédouble en site et en application via SMS permet d'être adoptée par tous, même dans des endroits reculés où les agriculteurs n'ont pas accès à internet mais ont quasi systématiquement un téléphone mobile. Le marché gagne alors en transparence et en rapidité dans les transactions. M-Farm permet donc de rétablir un rapport de force plus favorable aux agriculteurs ainsi moins lésés par des intermédiaires exploitant à leur avantage le manque d'information. Les agriculteurs sont également moins isolés puisqu'ils peuvent échanger via l'application.

Pourquoi ne pas utiliser une technologie similaire au Burundi, notamment pour relever le défi de l'ouverture au marché national et rehausser le revenu du petit exploitant Burundais.

La promotion d'une technologie similaire permettrait aussi d'améliorer la maîtrise des maladies et ravageurs des plantes et animaux en permettant aux petits exploitants de signaler à temps les anomalies constatées et limiter ainsi les dégâts. Ceci est d'autant plus pertinent que lorsqu'on se rappelle que la Peste des Petits Ruminants (PPR en sigle), apparue fin 2017 au Burundi, a ravagé plus de 8000 caprins et ovins, et [qu'on rapporte que les chenilles légionnaires d'automne sont entrain de ravager les cultures de maïs en commune Mutimbuzi](#) actuellement. Le Projet Régional de Développement Agricole Intégré dans les Grands Lacs (PRDAIGL en sigle), en tant qu'acteur majeur dans la lutte contre la PPR, connaît mieux que quiconque les difficultés relatives à une intervention tardive contre de tels fléaux.

Le défi de l'encadrement des agriculteurs a aussi, actuellement, une piste de solution à explorer, surtout en ce qui concerne l'adoption de meilleures pratiques agricoles et d'élevage.

En effet, [300 villages Burundais](#) ont bénéficiés d'un équipement complet permettant l'accès à la télévision satellitaire, depuis 2018. Ainsi, en plus de ménages ciblés, des salles publiques ont été équipées d'un téléviseur à écran plat (32 pouces) ou un rétroprojecteur ainsi que d'un système d'alimentation solaire. Ceci rentre dans le cadre du « projet d'accès à la télévision par satellite pour 10 000 villages africains » annoncé par le président chinois Xi Jinping en décembre 2015 lors du forum sur la coopération Sino-africaine tenu à Johannesburg en Afrique du Sud.

Ce pas technologique franchi représente une opportunité pour les agri-éleveurs Burundais. Ils pourraient s'échanger des expériences sur de meilleures pratiques agricoles aux travers de témoignages via des vidéos, à l'instar de ce que fait [Digital Green](#) dans pas mal de pays africains déjà.

L'approche de Digital Green est avant tout un moyen technologique de communication pour le changement de comportement, qui est rentable, évolutif et rassemble des chercheurs, des praticiens du développement et des communautés rurales pour produire et partager des informations localement pertinentes par le biais de vidéos.

L'engagement à améliorer les rendements de l'agriculture et de l'élevage par le moyen des nouvelles technologies est déjà manifeste au Burundi. Toutefois, toutes les parties prenantes devraient continuer à élargir le plus possible leurs axes d'intervention en matière d'utilisation des nouvelles technologies dans le secteur de l'agri-élevage.